

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 16/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC

LE MOULIN DE SAINT CARADEC
22600 TREVE

Code AIOT : 0005521112

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans la station d'épuration SOCIETE DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC implantée Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600) . L'inspection a été annoncée le 25/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC 2022). Cette action s'inscrit également dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2022 par instruction ministérielle du 22 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC
- LE MOULIN DE SAINT CARADEC 22600 TREVE
- Code AIOT : 0005521112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société de Traitement des Eaux du Moulin de Saint-Caradec (STE) collecte et traite les eaux industrielles de l'abattoir Le Clezio Abattoir (LCA). Cette station d'épuration est soumise à la nomenclature ICPE au regard des rubriques 2750 et 3710.

De manière synthétique, le traitement des eaux résiduaires industrielles fonctionne autour:

- d'un prétraitement avec les équipements suivants: dégrilleur vertical, poste de relevage, dégrilleur tambour rotosieve, un dégraisseur aéré;
- d'un bassin tampon aéré;
- d'un pré-traitement physico-chimique avec flotateur à eau et floculation par injection de polymères et coagulant (chlorure ferrique);

- d'un traitement biologique avec un bassin d'aération de 2500 m³ équipé d'aérateurs de surface (phases de nitrification et dénitrification);
- déphosphatation par injection de chlorure ferrique et clarification;
- d'un émissaire de rejet de la totalité des eaux traitées dans la rivière l'Oust;
- des installations de traitement des boues avec stockage des boues liquides dans un silo avant épandage à boues et épaissement des boues déshydratées (centrifugeuse) avant méthanisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des exigences réglementaires en matière de rejet aqueux (entretien de la station, autosurveillance, transmission des résultats, mise en oeuvre des contrôles de recalage).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives : (*surlignées en jaune*)

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 1.1	/	Sans objet
2	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	/	Sans objet
4	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
6	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
7	Respect VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
8	Surveillance biologique des eaux de surfaces	Arrêté Préfectoral du 27/08/2010, article 4.7.1.2	/	Sans objet
12	Confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet
13	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
14	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
15	Epandage	Arrêté préfectoral du 09/09/2013, article 2.1.3.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
10	Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
11	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater:

- la situation administrative de la station d'épuration STE n'est pas actée au regard de la nomenclature ICPE (absence de rubrique 2750 et 3710);
- le mauvais état d'entretien et de propreté de certaines structures et équipements de fonctionnement de la STEP;
- l'absence de dispositifs de sécurité et de protection de certains ouvrages existants (poste de relevage,...);
- l'absence de maîtrise des risques de pollutions accidentelles liée à l'absence de rétention sur plusieurs IBC contenant des produits dangereux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des rubriques relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
Constats : La station d'épuration Société de Traitement des Eaux du Moulin de Saint-Caradec (STE) traite actuellement les eaux résiduaires industrielles de l'abattoir de volailles LE CLEZIO ABATTOIR (LCA), qui est un établissement IED, régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/12/1999 modifié le 27/08/2010. Avant le 1er octobre 2016, la STEP collective traitait également les eaux industrielles de l'atelier de découpe Trévé Dindes Industries (TDI) annexé à l'abattoir LCA. Les activités et les installations techniques ont été dissociées dans le cadre de la restructuration de la société LE CLEZIO INDUSTRIE en 2015, avec la création de plusieurs entreprises distinctes et la séparation de TDI. La station d'épuration n'est donc pas considérée comme interne à l'abattoir LCA puisque juridiquement enregistrée sous la société STE. Elle ne dispose pas d'acte administratif réglementant l'installation au titre de la nomenclature des ICPE, dont les rubriques n°2750 et 3710. Un dossier de porter-à-connaissance a été présenté au service d'inspection en 2017, dossier qui a été jugé irrecevable par nos services. La STEP reçoit des effluents d'au moins une installation IED, l'abattoir LCA, autorisé au titre de la rubrique n°3641. Dans ce cadre, la station d'épuration STE devrait être classée au titre des rubriques n°2750 et 3710 (Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V).
Observations : L'exploitant devra clarifier sa situation administrative au regard de la nomenclature des ICPE et de la situation actuelle de la société STE.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Un plan des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées datant de 2010 a été transmis à l'inspection. Ce plan n'est pas à jour et ne reflète pas la situation actuelle de l'entreprise (raccordement de la société TDI à la station d'épuration schématisé dans le plan actuel).
Observations : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sera mis à jour et transmis au service d'inspection, tenant compte de la situation actuelle du site et en reprenant l'ensemble des structures et équipements de la station d'épuration et des réseaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Entretien des abords
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).
Constats : Les abords de la station ne sont pas correctement entretenus et sécurisés (risques de chute). Le jour de l'inspection il a été constaté: (cf.photos n°1 à 20 en annexe) <ul style="list-style-type: none">- l'absence de sécurité (barrières, grillages) au bord de la rivière l'Oust;- des ouvrages (caniveaux, poste de relevage, dégrilleur vertical) non sécurisés et protégés;- le sol bétonné, proche du local sous le dégrilleur rotosieve et du silo de stockage des boues est en mauvais état de propreté;- la présence d'équipements abandonnés ou non utilisés aux abords du site;- le bâtiment physicochimique en mauvais état d'entretien et de propreté;- la présence d'équipements dans le bâtiment physico-chimique (câbles, fils électriques, tuyaux) non protégés et identifiés, leurs installations ne facilitant pas un entretien aisé de ce local;- l'absence de rétention disposés sous des contenants dans le bâtiment physico-chimique (polymères);- l'absence de mention de danger identifié sur la cuve de PEHD contenant du chlorure ferrique;- la présence de végétation dense aux abords du bassin d'aération;- l'échelle à crinoline du silo tampon à boues non sécurisée.
Observations : L'exploitant devra assurer en permanence un entretien régulier des installations, des équipements de la station d'épuration et des abords. Les équipements (tuyaux, câbles et fil électrique) devront être correctement disposés pour assurer un nettoyage régulier et aisé du bâtiment physico-chimique (installation de câble fil,etc...). Les différents réseaux, tuyaux et équipements installés dans ce local devront être correctement identifiés. Les contenants de matières et produits dangereux devront être placés sur rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les eaux traitées de l'installation sont rejetées dans la rivière l'Oust. Les abords du point de rejet ne sont pas correctement entretenus et sécurisés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Les mesures de débit du rejet en continu et des flux de polluants sont quantifiés en sortie de clarificateur et avant rejet dans le milieu naturel, par un canal de mesure correctement installé et par un échantillonneur automatique sur 24h fixe, asservi au débit, multi-flacons et à température réfrigérée. Le rapport de diagnostic de fonctionnement du SRR de 2021 réalisé par SOCOTEC indique que <i>"la mesure de débit par sonde ultrason sur canal venturi, échantillonnage asservi au débit et analyse en interne de la DCO"</i> . Il mentionne également que le dispositif n'est pas conforme (validation générale du dispositif en page 9 du rapport) avec les commentaires suivants: "- la longueur du canal à l'amont de la sonde est inférieure à 5 x la largeur; - la variation maximale de la largeur du canal d'approche est supérieure à 2%; - les hauteurs et débits mesurés sont inférieurs aux valeurs réelles; - la vérification du calage de la mesure de hauteur d'eau n'est faite qu'une fois par an." Selon l'exploitant ces remarques ont été prises en compte et une intervention a été réalisée par un service de maintenance et d'étalonnage "Endress Hauser". Les volumes rejetés sont conformes à la VLE du site. Les installations de mesures de débit sont accessibles et l'implantation permet des interventions en toute sécurité.
Observations : L'exploitant devra transmettre le justificatif d'intervention et les actions correctives seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un rapport de synthèse de juillet 2017 relatif à la deuxième campagne RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau) - surveillance pérenne. Ce rapport concluait au maintien de la surveillance pérenne des paramètres zinc et cuivre pour l'installation à une fréquence annuelle. Les résultats d'analyses RSDE de 2019 à 2021 ont été transmis à l'inspection. Sur la base des récents rapports d'analyse, l'actualisation du plan de surveillance des rejets aqueux sera réalisé. Les résultats seront utilement présentés sous la forme du tableau de positionnement transmis par le service d'inspection le 25/11/2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : -> Respect des valeurs limites d'émissions: La restitution des données d'autosurveillance GIDAF sur la période de janvier à décembre 2022 montrent globalement le respect des VLE pour l'ensemble des paramètres. Un dépassement ponctuel observé en janvier 2022 sur le paramètre DCO. Les causes de ces non-conformités sont identifiées par l'exploitant. -> Méthode d'analyse de la DCO: L'inspection constate que la DCO est analysée selon la méthode ST-DCO (ISO 15705), qui n'est pas la méthode de référence adaptée à la vérification du respect de la VLE (définie selon la méthode analytique de référence DCO NF T 90-101). Si l'exploitant souhaite poursuivre la surveillance de ses rejets avec cette méthode, un calage initial et régulier est nécessaire avec la méthode de référence NF T 90-101 (cf. guide du MTE relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse dans les rejets aqueux des ICPE, point 2.2.2b, disponible sur le site https://aida.ineris.fr/).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance biologique des eaux de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2010, article 4.7.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SAS LE CLEZIO fera réaliser en septembre 2010, puis tous les 3 ans, par un organisme spécialisé agréé par le ministère de l'Environnement, en amont et en aval (100 m) du point de rejet des effluents de la station d'épuration un indice biologique global normalisé (IBGN). Le rapport, accompagné des remarques, sera transmis à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans un délai de un mois suivant la réalisation du diagnostic.
Constats : L'exploitant n'était pas en mesure de présenter au service d'inspection, le jour du contrôle, la dernière étude biologique.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection les résultats du suivi du milieu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont renseignés dans l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Selon l'exploitant, les analyses réglementaires sont réalisées par le laboratoire CARSO-CAE à RENNES, agréé pour l'ensemble des paramètres sur la matrice eaux résiduaires. Ce laboratoire dispose d'une accréditation n°1-6594 rév. 8 pour les activités d'analyses/essais/étalonnages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Le rapport de diagnostic de fonctionnement établi dans le cadre du dispositif de Suivi Régulier des Rejets (SRR) réalisé par le bureau d'étude SOCOTEC a été transmis par l'exploitant en amont de l'inspection (mission réalisée du 14 au 15 décembre 2021). Selon l'exploitant, un contrôle SRR était programmé fin décembre 2022. La vérification du bon fonctionnement du dispositif métrologique (débitmètre, préleveur) est réalisée dans ce cadre.
Observations : L'exploitant devra transmettre au service d'inspection le rapport de diagnostic de Suivi Régulier des Rejets réalisé en décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;– dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Plusieurs contenant de type "IBC" de produits chimiques dangereux ont été constatés le jour du contrôle. L'ensemble de ces IBC ne sont pas placés sur des capacités de rétention (cf.photos n°21 à 23).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Le plan des zones à risques et de stockage de l'ensemble des produits chimiques est n'était pas disponible au moment de l'inspection.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection, en plus de l'inventaire et l'état des matières stockées, un plan de localisation de stockage des produits chimiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Plusieurs IBC grand contenants de produits et substances dangereuses stockés aux abords de la STEP et du site de l'abattoir LCA ont été observés le jour du contrôle. Un inventaire de l'état des matières stockés est demandé à posteriori de l'inspection.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations un inventaire qualitatif et quantitatif des matières dangereuses stockées sur le site (avec détermination des propriétés dangereuses).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 09/09/2013, article 2.1.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel des épandages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend: - les parcelles réceptrices; - un bilan qualitatif et quantitatif des coproduits épandus; - l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité et les résultats des analyses des sols; - les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de système de culture, ainsi que la fertilisation complémentaire qui en découle (autres apports organiques, engrais minéral,...); - la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. Une copie du suivi annuel est adressée à l'inspection et aux agriculteurs concernés avant le 31 mars de l'année suivante. [...]
Constats : Les derniers bilans annuels des épandages n'ont pas été transmis à l'inspection.
Observations : L'exploitant devra transmettre au service d'inspection les bilans agronomiques de 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet